

Unité départementale du Littoral  
Rue du Pont de Pierre  
CS 60036  
59820 Gravelines

Gravelines, le 08/07/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 30/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SA ALPHAGLASS**

3 place de la gare  
60960 Feuquières

#### Références :

H:\\_Commun\2\_Environnement\01\_Etablissements\Equipe\_G1\ALPHAGLASS\_Arques\_070.04138\2\_Inspections\2025 04 30 Surveillance environnementale  
Code AIOT : 0007004138

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/04/2025 dans l'établissement SA ALPHAGLASS implanté ZI du Hocquet Rue du Général de Gaulle 62510 Arques. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SA ALPHAGLASS
- ZI du Hocquet Rue du Général de Gaulle 62510 Arques
- Code AIOT : 0007004138
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ALPHAGLASS, implantée à Arques (62510), fait partie du groupe SAVERGLASS, dont le siège social est à Feuquières (60960). L'usine d'Arques est spécialisée dans la fabrication haut de gamme de bouteilles en verre. Les activités d'Alphaglass sont notamment encadrées par l'arrêté préfectoral du 11/01/2022. L'établissement relève du régime de l'autorisation. Le site est IED au titre de la rubrique 3330 (Fabrication du verre).

#### Thèmes de l'inspection :

- Air
- AR - 4

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Programme de surveillance environnementale	Arrêté Préfectoral du 11/01/2022, article 9.2.1.2	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
3	Murs coupe feu entrepôt V5	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 3.3.1 de l'annexe II	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Respect fréquence de mesure de la surveillance environnementale	Arrêté Préfectoral du 11/01/2022, article 9.2.1.2	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection s'est déroulée le 30/04/2025 et elle a porté sur la thématique des mesures de l'impact des rejets atmosphériques sur l'environnement du site et la réalisation du programme de surveillance environnementale. En séance, l'exploitant a indiqué ne pas avoir de programme de surveillance environnementale mais avoir effectué une campagne de mesure en 2023 lors de l'évaluation du risque sanitaire pour l'élaboration de son dossier d'autorisation portant sur l'augmentation de capacité du four verrier. L'exploitant ne respecte pas l'article 9.2.1.2 de l'arrêté préfectoral du 11/01/2022.

De plus, lors de la visite terrain, il a été constaté que les murs coupe-feu séparant les deux cellules de l'entrepôt V5 ne sont pas équipés :

- soit d'une aire de mise en station des moyens aériens, positionnée au droit du mur coupe-feu à l'une de ses extrémités, ou à ses deux extrémités si la longueur du mur coupe-feu est supérieure à 50 mètres

- soit de moyens fixes ou semi-fixes permettant d'assurer leur refroidissement. Ces moyens sont indépendants du système d'extinction automatique d'incendie et sont mis en œuvre par l'exploitant.

L'exploitant n'est pas conforme aux dispositions du point 3.3.1 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017.

Un projet de mise en demeure sur ces deux points a été proposé au préfet du Pas-de-Calais.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Programme de surveillance environnementale

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 11/01/2022, article 9.2.1.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, mesure de l'impact des rejets atmosphériques sur l'environnement

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air et/ou des retombées pour les paramètres suivants :

Paramètres	Méthode de mesure
NO <sub>x</sub>	Selon les normes en vigueur et/ou avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement parus au Journal Officiel de la République Française
SO <sub>2</sub>	Selon les normes en vigueur et/ou avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement parus au Journal Officiel de la République Française

Cette surveillance doit être proportionnée aux flux émis et à leurs effets sur l'environnement.

L'exploitant transmet sous 3 mois un programme de surveillance environnementale de l'impact de ses rejets atmosphériques.

Ce programme concerne a minima les paramètres du tableau ci-dessus et précise :

- le nombre et l'emplacement des différents points de mesures;
- la fréquence de mesures (a minima tous les deux ans);
- les normes des mesures utilisées;
- les conditions dans lesquelles les appareils de mesure sont installés et exploités.

Le nombre de points de mesure, la fréquence, ainsi que les conditions dans lesquelles les appareils de mesure sont installés et exploités sont fixés sous le contrôle de l'inspection de

l'environnement.
<p><b>Constats :</b></p> <p>En séance, l'exploitant n'a pas présenté de programme de surveillance environnementale établi conformément à l'article 9.2.1.2 de son arrêté préfectoral du 11/01/2022.</p> <p>L'exploitant déclare ne pas comprendre la raison de cette prescription puisqu'il a travaillé sur ces rejets en sortie de cheminée depuis 2010 et qu'il respecte les valeurs limite d'émissions (VLE) qui lui sont applicables. L'inspection rappelle que même s'il s'agit de deux notions liées, leur objectif n'est pas le même. En effet, les valeurs limites d'émissions fixées dans l'arrêté préfectoral sont là pour protéger l'environnement dans son ensemble, et le programme de surveillance environnementale a pour objectif plus précis de surveiller l'impact des rejets et/ou des retombées des rejets sur les milieux en dehors du site. L'inspection recommande à l'exploitant de se référer au guide INERIS 201065-2172207 - v1.0 surveillance dans l'air autour des installations classées.</p> <p>Néanmoins, l'exploitant déclare avoir mis en œuvre les moyens suivants pour limiter et suivre ses rejets atmosphériques :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- en 2010, abattement des dioxydes de soufre (SO<sub>x</sub>) avec la mise en place d'un électro-filtre avant la cheminée du four ;</li> <li>- courant 2017/2018, mise en place d'une baie d'analyse sur les rejets de la cheminée du four pour suivre en continu notamment les paramètres : les dioxydes d'azote (NO<sub>x</sub>) et SO<sub>x</sub> ;</li> <li>- en 2022, abattement des NO<sub>x</sub> avec la mise en œuvre du système DÉNO<sub>x</sub> avec injection d'eau ammoniacale</li> <li>- en 2023, asservissement de l'addition de chaux au suivi en ligne pour un meilleur abattement des SO<sub>x</sub></li> </ul> <p>L'inspection comprend bien que l'exploitant a mis en œuvre des moyens pour maîtriser et limiter ses rejets atmosphériques mais l'exploitant ne dispose pas de campagnes successives permettant de justifier de l'impact de ses équipements sur les retombées de ses rejets sur les milieux. Il incombe à l'exploitant de réaliser un programme de surveillance environnementale, de mettre en œuvre les campagnes de mesures associées et d'interpréter ses résultats. C'est bien à la suite des différents résultats obtenus au fur et à mesure des différentes campagnes que l'exploitant peut juger de l'évolution de l'impact de son activité et que l'exploitant peut proposer la modification de son programme de surveillance (allègement ou renfort) à l'inspection des installations classées.</p> <p>L'inspection constate la non-conformité suivante : l'exploitant n'a pas de programme de surveillance environnementale établi conformément à l'article 9.2.1.2 de son arrêté préfectoral du 11/01/2022. L'inspection propose un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure (pour non-respect de prescription) au préfet du Pas-de-Calais.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 2 : Respect fréquence de mesure de la surveillance environnementale**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/01/2022, article 9.2.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, mesure de l'impact des rejets atmosphériques sur l'environnement
<b>Prescription contrôlée :</b>

[...]

L'exploitant transmet sous 3 mois un programme de surveillance environnementale de l'impact de ses rejets atmosphériques.

Ce programme concerne a minima les paramètres du tableau ci-dessus et précise :

- le nombre et l'emplacement des différents points de mesures;

- la fréquence de mesures ( a minima tous les deux ans);

[...]

#### Constats :

L'exploitant indique avoir effectué une campagne de mesure environnementale lors de l'évaluation du risque sanitaire pour son dernier dossier d'autorisation portant sur l'augmentation de capacité de son four verrier, rapport d'Entime DOC.ICPE 7652-006-009/rev B/20.12.2023. La campagne de mesure a eu lieu du 08 au 22 août 2023, parmi les substances traceurs retenues, on retrouve les NO<sub>x</sub> et les SO<sub>x</sub> . De plus, il est indiqué qu'une campagne de surveillance environnementale a été réalisé par la société APAVE du 25/11/2020 au 09/12/2020 incluant les NO<sub>x</sub> et les SO<sub>x</sub> conformément au rapport 20449513 / 1 - rev 0. L'inspection constate que les deux campagnes de mesure ne peuvent être comparées puisque les points de mesures pris sont différents. C'est pourquoi, il est important de définir et de justifier les points choisis dans le programme de surveillance.

De plus, les deux campagnes sont écartés d'une période de 3 ans qui ne respecte pas la fréquence définie dans l'article 9.2.1.2 de l'arrêté préfectoral du 11/01/2022. Par ailleurs, l'inspection souligne le fait que la campagne de 2023 a été réalisée non pas dans le but de réaliser la campagne de surveillance environnementale mais bien dans le but de rédiger l'évaluation du risque sanitaire demandé dans le dossier d'autorisation. Néanmoins, cette dernière peut-être comptabilisée comme une campagne de surveillance environnementale et l'inspection rappelle que la prochaine échéance est pour 2025 conformément à son arrêté préfectoral.

L'inspection précise à l'exploitant qu'il est important de réaliser sa prochaine campagne de mesure de surveillance environnementale en lien avec le programme de surveillance qu'il aura établi.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre les dates de sa prochaine campagne dans un délai de 2 mois. Puis de transmettre les résultats dès leur réception.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 3 : Murs coupe feu entrepôt V5

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 3.3.1 de l'annexe II

**Thème(s) :** Risques accidentels, Aires de mise en station des moyens aériens

**Prescription contrôlée :**

[...]

Les murs coupe-feu séparant une cellule de plus de 6 000 m<sup>2</sup> d'autres cellules sont :

- soit équipés d'une aire de mise en station des moyens aériens, positionnée au droit du mur coupe-feu à l'une de ses extrémités, ou à ses deux extrémités si la longueur du mur coupe-feu est supérieure à 50 mètres

- soit équipés de moyens fixes ou semi-fixes permettant d'assurer leur refroidissement. Ces moyens sont indépendants du système d'extinction automatique d'incendie et sont mis en œuvre par l'exploitant.

[...]

**Constats :**

Lors de la visite terrain, l'inspection a constaté, au niveau de l'entrepôt V5, la présence de murs coupe-feu séparant une cellule de plus de 6 000 m<sup>2</sup> d'une autre cellule. L'entrepôt est équipé de sprinklage, d'extincteurs et de RIA mais les murs coupe-feu ne sont pas équipés d'une aire de mise en station des moyens aériens, positionnée au droit du mur coupe-feu à ses deux extrémités, ni de moyens fixes ou semi-fixes permettant d'assurer leur refroidissement indépendants du système d'extinction automatique d'incendie.

A date, l'exploitant n'est pas conforme à l'arrêté ministériel du 11/04/2017. L'inspection propose un projet arrêté préfectoral de mise en demeure de respecter les dispositions du point 3.3.1 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017.

Par ailleurs, l'inspection attire l'attention de l'exploitant sur le fait que, suite à l'avis du SDIS du 04/10/2021 lors de l'instruction du portée-à-connaissance de l'entrepôt V5, il a été demandé par le SDIS la mise en place des aires de mise en station des moyens aériens au droit des deux extrémités des murs coupe-feu et la mise en place de moyens fixes ou semi-fixes permettant d'assurer leur refroidissement. Ces demandes ont été traduites en prescriptions dans le projet d'arrêté préfectoral présenté lors du CODERST du 15/05/2025. Ainsi, dès notification de l'arrêté préfectoral, les deux prescriptions (aires de mise en station et moyens fixes ou semi-fixes de refroidissement) seront opposables à l'exploitant.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois